



20 Nov
7 Déc
2015
Foire LOMÉ
Foire de toutes les opportunités

Avec L'application mobile Foire Tg 2000

Emportez la foire avec vous partout où vous allez!!!

Foire Tg2000



Design by SC&S

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

N° 425 du 09 Novembre 2015

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Secteur de l'énergie au Togo :

Perturbations répétées sur le réseau électrique et réformes engagées par le DG Djétéli au cœur d'un entretien avec la presse P.5

Violences des 06 et 07 novembre à Mango :

Faure Gnassingbé préside une réunion de crise, appelle à l'instauration d'un dialogue direct et exige la suspension du projet pendant les négociations



Faure Gnassingbé, Président de la République

P.3

Sommet sur la sécurité maritime:

L'Hôtel du 2 Février s'ouvrira fin décembre



Le PM Komi Sélom Klassou a visité le chantier

Interview de KUEKU-BANKA JOHNSON, DIRECTEUR DU CETEF-LOME :

"La Foire Internationale de Lomé permet aux entreprises participantes d'être en contact direct avec d'autres entreprises pour discuter affaires et nouer des partenariats" P.6



Kueku-Banka Johnson, Directeur du CETEF-Lomé

Sport/Le congrès de la FTF s'achève sur un échec :

Une situation qui tourne à la farce



Antoine Folly, Pdt CN de la FTF P.7

Soulèvement des populations de Mango :

Ce qui s'est réellement passé



Des barricades posées par des manifestants

Les violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants hostiles à un projet de réhabilitation des aires protégées de la préfecture de l'Oti, ont fait couler beaucoup d'encre, chacune se laissant entraîner par les émotions, et déroutant ainsi de la voie de la vérité. Il importe cependant dans un esprit de professionnalisme, de rappeler les faits afin que les jugements des uns et des autres soient plus objectifs... **Suite page 4**

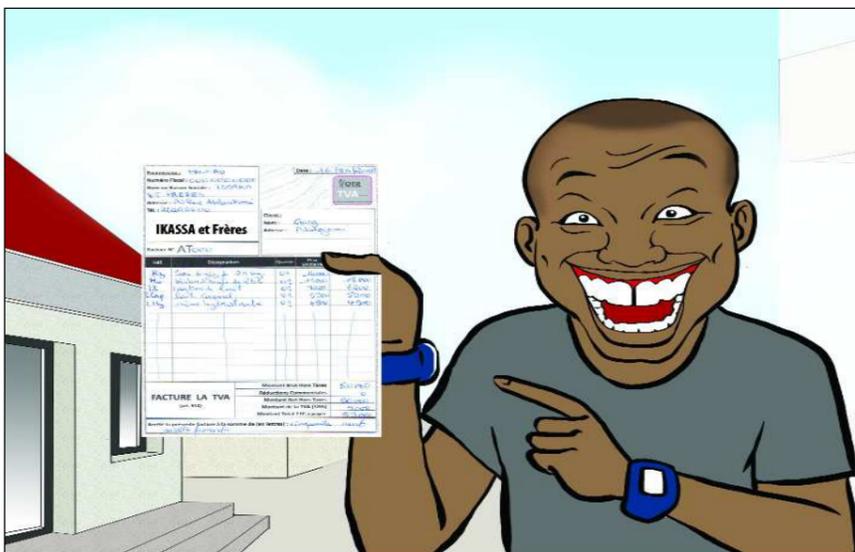


**AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
MON DROIT À DÉDUCTION
EST ASSURÉ**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280



**AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
JE CONTRIBUE À LA MODERNISATION
DE L'ÉCONOMIE ET AU DÉVELOPPEMENT
DE MON PAYS**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280

**Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé



Violences des 6 et 7 novembre à Mango :

Faure Gnassingbé préside une réunion de crise, appelle à l'instauration d'un dialogue direct et exige la suspension du projet pendant les négociations

Cinq (5) morts, plusieurs blessés et arrestations, tel est le malheureux bilan des violents affrontements entre les populations de Mango et les forces de l'ordre, en fin de semaine dernière. Ces événements n'ont pas laissé indifférentes les autorités du pays qui ne cessent de multiplier des tractations afin d'apaiser les populations pour une sortie aisée de cette crise sociale. Cependant une large partie de la population reste sceptique par rapport aux actions du gouvernement et de leurs issus. Ont-ils raison de s'inquiéter?

Depuis le déclenchement des violences dans la préfecture de l'Oti, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, dont le 3ème mandat est axé sur le social, a été tenu informé minute après minutes de tous les événements. Soucieux du bien-être de chaque citoyen togolais, des recommandations ont été faites pour un apaisement total. Mais face à l'entêtement de la population à qui des opportunités de dialogue ont été accordées, une réunion de crise dirigée par le chef de l'Etat lui-même, s'est tenue ce samedi afin de discuter des voies et moyens pour que tout rentre dans l'ordre.

Intervenant sur la télévision nationale dans un esprit d'humilité après cette réunion de crise, le ministre de l'Administration Territoriale, Payadowa BoukpeSSI a annoncé que " des sanctions disciplinaires sont prises à l'endroit des éléments des forces de l'ordre auteurs des dérapages " ; ainsi que l'ouverture d'une enquête pour situer les responsabilités.

Cet esprit d'humilité dont fait preuve le gouvernement a été confirmé par le ministre de l'environnement André Johnson qui a reconnu ce dimanche sur la TVT que " l'instauration de la faune de par le passé a été faite par force ", ce qui explique selon lui que les populations de l'Oti se montrent prudentes.

Responsable de la sécurité et de la protection des civiles, le ministre Yark Damehame a pour sa part lancé un appel aux forces de l'ordre à éviter l'utilisation des balles réelles lors des manifestations, et de ne faire recours " au pire des cas " qu'à l'utilisation des gaz lacrymogènes.

Dans sa recherche effective d'un climat de paix et de réconciliation face à cette crise, le gouvernement a annoncé par ailleurs que " le projet de renforcement du rôle de conservation du systè-



Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection Civile

me national d'aires protégées du Togo est suspendu pendant la durée des tractations en cours afin de parvenir à un large consensus pour la mise en œuvre du programme ".

De " larges concertations avec les populations " seront ainsi

menées, afin d'examiner la suite à donner audit projet.

Il est à rappeler que les événements des 6 et 7 novembre à Mango trouvent leur explication dans l'histoire contemporaine de la région. Dans les années 1980, une politique de protection de la



Des agents des forces de l'ordre face aux manifestants

faune du milieu avait engendré des abus de toutes sortes commis sur les populations.

A l'époque, outre les expropriations forcées, des mesures draconiennes étaient appliquées par l'administration du préfet militaire. Jusqu'au début des

années 1990, lorsqu'à la faveur de l'ouverture du pays à la démocratie, les populations riveraines ont décidé de reprendre les espaces desquels elles avaient été délogées.

G.N.

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT



Komi Sélom Klassou, Chef du Gouvernement

Ce vendredi 6 Novembre 2015, des événements malheureux se sont produits à Mango, dans la préfecture de l'Oti. Un Projet de renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo (PRAPT) a été mis en œuvre dans plusieurs préfectures des Régions de la Savane et de la Kara y compris dans une partie de la préfecture de l'Oti.

Etant opposée à la mise en œuvre du même projet dans la Préfecture

de l'Oti, une association dénommée " One Bloc " non enregistrée auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, et donc non titulaire d'un récépissé organisé vendredi 6 Novembre 2015 une marche non autorisée du fait du non-respect du délai de dépôt de la déclaration préalable prévu par la Loi N°2011-010 du 16 Mai 2011 fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques.

Les forces de l'ordre appelées à faire respecter l'interdiction de manifester ont été confrontées à une réaction violente des manifestants entraînant ainsi des échauffourées entre ces derniers et les dites forces de l'ordre. C'est ainsi que les manifestants se sont emparés par la force de deux fusils à pompe. Ils ont ensuite sans ménagement saccagé la résidence du chargé dudit commissariat.

Cette situation qui a dégénéré malheureusement entraîné le décès par balle de deux manifestants. On déplore également du côté des manifestants 13 blessés dont 5 par balles et 8 blessés du côté des forces de sécurité.

Le Gouvernement présente ses sincères condoléances aux familles explorées et sa compassion aux blessés.

Il invite la population de Mango au calme, à la retenue et réaffirme son entière disponibilité au dialogue permanent comme voie idéale de règlement de problèmes quelle que soit leur nature.

Le Gouvernement

POLITIQUE : OBUTS sensibilise ses militants sur la décentralisation

Agbéyomé Kodjo, le président d'Obuts (opposition) a ouvert samedi les travaux de l'université de son parti, première du genre.

Les travaux sont quasi exclusivement consacrés à la décentralisation. Il est nécessaire que nos militants maîtrisent ce concept, a expliqué M. Kodjo.

La décentralisation est un processus d'aménagement national qui consiste à transférer des compétences administratives de l'Etat vers des entités ou des collectivités locales, distinctes de lui.

"La dévolution des compétences municipales au profit de "délégations spéciales" mises en place depuis des décennies ne constitue pas un catalyseur de la démocratie locale de laquelle émergeraient des pôles de croissance et d'emplois, pour l'épanouissement de la jeunesse et des populations de base; souhaits que nous formons de tous nos vœux", a souligné le patron d'Obuts.

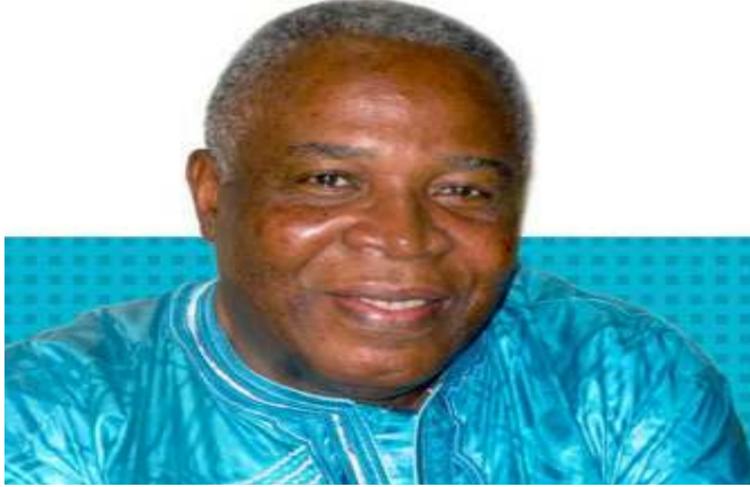
Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une politique de décentralisation avec à la clé des élections locales.



Gabriel Agbéyomé Kodjo, Pdt de OBUTS

Soulèvement des populations de Mango : Ce qui s'est réellement passé

Les violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants hostiles à un projet de réhabilitation des aires protégées de la préfecture de l'Oti, ont fait couler beaucoup d'encre, chacune se laissant entraîner par les émotions, et se déroulant ainsi de la voie de la vérité. Il importe cependant dans un esprit de professionnalisme, de rappeler les faits afin que les jugements des uns et des autres soient plus objectifs.



André Johnson, ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières



Des barricades posées par des manifestants

L'histoire de la Faune dans l'Oti

Dans les années 1980, une politique de protection de la faune du milieu avait engendré des abus de toutes sortes commis sur les populations. A l'époque, outre les expropriations forcées, des mesures draconiennes étaient appliquées par l'administration du préfet militaire.

Au début des années 1990, la faveur de l'ouverture du pays à la démocratie, a permis aux populations riveraines de reprendre les espaces desquels elles avaient été délogées. Cependant en 2012, un projet de renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo a été lancé sous le parrainage du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Ce projet de réhabilitation des aires protégées concerne quatre pays de la sous-région ouest-afri-

caine, le Bénin, le Ghana, le Burkina Faso et le Togo. Il consiste à borner des espaces destinés à la faune et la flore. Ainsi, les populations occupant illégalement ces zones seraient donc priées de se déplacer afin d'y préserver l'écosystème, dans un contexte international de plus en plus dominé par la problématique de la promotion de l'environnement.

Origine et déroulement des faits actuels

Hostile aux bornages en cours des aires protégées de la préfecture de l'Oti, et ce par peur de revivre les événements de 1980, une association nommée " One Bloc " a appelé les populations de la préfecture à manifester contre ce bornage.

Cette manifestation a été inter-

dite par les premiers responsables de la localité, et pour cause, l'association ne dispose pas de récépissé officiel l'autorisant à prendre de telles initiatives.

Cependant en dépit de l'interdiction de la marche conformément aux dispositions légales régissant les manifestations dans le domaine public, un cortège constitué principalement de jeunes de la localité a violemment manifesté à Mango le vendredi 06 novembre.

Le cordon des forces de l'ordre déployé sur place a tenté de repousser la foule. Dans un cafouillage au cours du face-à-face, certains jeunes ont tenté de se saisir des armes des éléments des forces de l'ordre. Ceux-ci ont alors effectué des tirs de sommation qui ont malheureusement

atteint mortellement deux manifestants.

Le lendemain, des manifestants sont allés arracher les dépouilles des deux victimes de la veille à leurs familles, qui conformément aux usages musulmans du milieu, devaient procéder à l'inhumation. Les dépouilles ont alors été déposées devant les bureaux de la préfecture par des jeunes surexcités.

Dans la foulée, un véhicule des forces de l'ordre pris pour cible par la foule, a percuté accidentellement deux autres manifestants décédés dans la foulée. Il est à noter qu'un blessé du 6 novembre a également succombé, portant le nombre de morts à 5.

Face à ce soulèvement de la population qui menace la paix sociale de la localité, le chef de

l'Etat et le gouvernement ont tenu une réunion de crise au terme de laquelle il a été décidé de sursoir aux activités de bornage le temps d'expliquer à la population le bien fondé du projet et rétablir ainsi la stabilité du milieu.

Des sanctions ont été prises contre les forces de l'ordre auteur de la bavure et une enquête a été ouverte pour situer les responsabilités.

Les tractations se poursuivent jusqu'à alors pour que la préfecture de l'Oti retrouve sa paix et sa stabilité d'antan.

Vivement que l'esprit de concertation s'empare de tous les acteurs impliqués dans ce conflit pour une issue favorable qui ira dans l'intérêt de tout le peuple togolais.

G.N.

Université de Lomé : LES ECOLES DOCTORALES OFFICIELLEMENT OUVERTES

L'Université de Lomé a procédé, le mardi 03 novembre 2015, au lancement officiel de cinq Ecoles Doctorales en son sein devant désormais régir les études doctorales du 3ème cycle. La cérémonie officielle de lancement présidée par le Secrétaire Générale du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Pr Koffi AGBENOTO, a eu lieu à l'Auditorium de l'institution en présence du Président de l'Université de Lomé, Pr François Messanvi GBEASSOR, des responsables des Formations et Equipes de recherche doctorale, du corps enseignant de l'Université et des doctorants.



La table d'honneur lors du lancement

n°032/MESR/CAB du 25 juin 2012 Ecoles doctorales. L'Ecole doctorale portant création et organisation des est une fédération de formations

doctorales ou structures de recherche autour de projets de formations doctorales couvrant un ou plusieurs domaines scientifiques. C'est l'organe interne aux universités habilité à délivrer le Doctorat. Elle regroupe les laboratoires et unités de recherche affiliés aux facultés, écoles et instituts, en un grand groupe structuré en fonction des domaines de formation proposées. A l'Université de Lomé, cinq Ecoles seront créées notamment l'Ecole Doctorale Sciences et Technologie (ED-ST), l'Ecole Doctorale Sciences de Santé (ED-SS), l'Ecole Doctorale Sciences de l'Homme

et de la Société (ED-SHS), l'Ecole Doctoral Sciences Juridiques, Politiques Economiques et de Gestion (ED-SJPEG), l'Ecole Doctoral Sciences du langage, Langues, Lettres, Arts (ED-LLA).

L'atelier de travail qui a suivi la cérémonie officielle s'est déroulé en commission et en plénière. Il a été consacré à l'examen des articles de l'arrêté portant création des Ecoles Doctorales, le règlement intérieur des Ecoles Doctorales devant régir le recrutement des étudiants et leurs encadrements, et l'adoption d'une charte des thèses.

Cette manifestation de haute portée intellectuelle et scientifique a reçu le financement de l'Agence Universitaire Francophone (AUF). L'objectif visé est de donner une visibilité à l'institution, mais surtout de donner une impulsion décisive et mieux formaliser les structures universitaires en charge de la formation et de la recherche.

Six ans après le basculement total de l'Universités de Lomé dans le système Licence-Master-Doctorat (LMD) dont les architectures des grades L et M biens ficelés, la dernière étape restait le grade D à formaliser. La cérémonie officielle du jour s'inscrivait donc dans la mise en application de l'arrêté

Sommet sur la sécurité maritime: L'Hôtel du 2 Février s'ouvrira fin décembre

Le Premier ministre, Komi Selom Klassou, s'est rendu jeudi après-midi à l'hôtel du 2 février - une tour de 35 étages - située au cœur de Lomé pour constater l'évolution de la réhabilitation en compagnie des responsables de Kaylan Hospitality Group, le concessionnaire, et de ZPC, la société sud-africaine en charge des travaux.

Le chef du gouvernement s'est déclaré impressionné par l'état d'avancement. Tout va effective-

ment très vite sur le site avec 1.500 ouvriers de différents corps de métiers mobilisés 24h24.

Selon Kaylan, l'hôtel rebaptisé '2 février-Radisson Blu' sera livré fin décembre au terme de 11 mois de travaux.

La réception de l'ouvrage permettra aux autorités d'amorcer la préparation du sommet sur la sécurité maritime prévu au premier trimestre 2016.



Le PM Klassou et sa suite, lors de la visite guidée

Secteur de l'énergie au Togo :

Perturbations répétées sur le réseau électrique et réformes engagées par le DG Djétéli au cœur d'un entretien avec la presse

Depuis quelques jours, des perturbations qui ont l'allure des délestages refont surface dans le quotidien des togolais. Des accusations sont constamment portées contre la compagnie qui a en charge la commercialisation de l'énergie électrique au Togo. Outre cela, de nouvelles réformes pour permettre à la gestion de la société d'être efficace sont diversement appréciées par le personnel. Ce qui a fait sortir des sommités de la CEET de leur silence pour s'expliquer face à la presse.

C'est autour des Directeurs de la Distribution et celui des Ressources Humaines que les échanges ont eu lieu.

Les différentes sortes de coupures et leurs causes

Prenant la parole en premier lieu le Directeur de la Distribution, Monsieur Tchapo, a expliqué les différentes sortes de coupures qui existent et les facteurs qui leurs sont liés. Ainsi, on a des coupures pour panne du réseau, des coupures pour blackout (la disparition de la tension due à un problème chez le fournisseur, par exemple le Ghana ou le Nigéria) et des coupures pour travaux.

Si dans le premier cas qui, la plupart du temps est rare, la CEET prend des dispositions pour s'excuser auprès des clients par des communiqués, il est important de préciser que ces derniers jours, les coupures de courant sont liées au piochage des câbles de la CEET au cours des travaux d'infrastructure impliquant les fouilles sur les chaussées pour la construction de routes, poses de canalisation d'eau, poses de tuyaux pour la fibre optique, etc.

A côté de ces coupures qui sont liées aux travaux de routes, il apparaît quelques rares fois des coupures appelées des blackouts qui sont des coupures qui proviennent du fournisseur de la CEET en raison des travaux de réhabilitation de ses lignes ou également un problème de coordination des relais de protection entre la CEB et la CEET.

Ce qu'il faut aussi comprendre,

formateur de la CEB, mettant ainsi hors tension toutes les lignes CEET que ce transformateur alimente.

Pour parer à cette situation et éviter des désagréments à sa clientèle, la CEET elle-même a commandé des relais numériques pour avoir le même niveau de protection que la CEB. Ces relais commandés sont attendus la deuxième semaine du mois de novembre 2015 et pourront être installés la semaine du 15 novembre 2015.

A titre indicatif, de janvier à octobre 2015, la CEET a enregistré plus de 100 piochages de câbles par les différentes entreprises intervenant dans les travaux d'infrastructures.

Les conditions atmosphériques dans la partie est du Togo et le plus souvent dans la partie septentrionale où le réseau n'est pas souterrain mais aérien, les orages perturbent le réseau électrique de la CEET causant ainsi des coupures d'électricité.

Comme illustration, les coupures des mardi 03 et mercredi 05 novembre 2015 sont essentiellement dues à l'indisponibilité et aux décrochages des groupes de ContourGlobal en raison de travaux d'entretien.

Face à de telle situation d'indisponibilité du courant parfois même aux heures de pointes, quelles alternatives pour la CEET ?

Les mesures prises par la CEET

Le 19 octobre 2015, le Ministre



Dr Gnané Djétéli, DG de la CEET

concernées de prendre des dispositions urgentes afin de normaliser la situation de la fourniture de l'énergie aux populations.

Ainsi, en vue de trouver une solution aux anomalies sur les réseaux électriques de la CEB et de la CEET : des séries de réunions ont permis de retoucher les réglages sur les relais de protection de la CEET et de la CEB.

La CEET a commandé les relais numériques qui sont plus précis pour remplacer les relais électromécaniques actuels. Ces nouveaux relais devront être installés à partir du 15 novembre 2015.

Infrastructures et des Transports, Ministère des Postes et de l'Economie Numérique, le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Cadre de Vie.

Au niveau de la communication, des dispositions sont prises pour informer les clients sur les coupures d'électricité ou les perturbations de la fourniture de l'énergie électrique sur les médias, notamment les télévisions, les radios et les journaux.

Par ailleurs, au niveau des coupures programmées pour la maintenance et le raccordement des nouveaux ouvrages, la CEET respecte toujours les dispositions du Contrat de Performance et du Règlement Technique de Distribution en informant les clients sur les médias 48 heures d'avance.

Les réformes pour rendre efficace la gestion de la CEET

La CEET dans l'accomplissement de sa mission quotidienne est confrontée depuis toujours à une perte d'électricité qui oscille la plupart du temps entre 8% et 9%. Mais depuis quelques années maintenant, cette perte est passée des 8 ou 9% à plus de 18% quelques fois faisant ainsi chuter de façon drastique les recettes de la CEET. A quoi cette augmentation peut-elle être liée ? Des études menées ont permis à la Direction Générale d'agir sur trois principaux pôles.

D'abord les agences, ensuite le service de comptage et finalement le laboratoire de la Direction de distribution.

Pour donc trouver des solutions pérennes à cette perte, des mutations et des changements ont été opérés parmi le personnel des différents pôles cités. Aujourd'hui, la stratégie mise sur pied par la Direction des Ressources humaines sous l'impul-

sion de la direction générale semble porter ses fruits au regard des derniers chiffres communiqués.

Pendant ce temps, on constate un grincement de dents des agents mutés et qui la plupart du temps ont totalisé plus de 10 ans au même poste. Certains de ces agents tentent même d'esquiver les affectations arguant qu'ils sont indisposés. Mais chose curieuse, ils se font délivrer des repos médicaux ultérieurs à leurs affectations.

La supposée "bassarisation" de la CEET

Des accusations quasi permanente sont portées contre le DG de la CEET originaire de Bassar, une préfecture située au nord-Ouest du Togo de ne faire que le recrutement et la promotion de ses frères. Ses détracteurs parlent même de "Bassarisation" de la CEET.

Au cours des échanges à bâtons rompus avec les journalistes, le Directeur des Ressources Humaines de la CEET, le docteur Nikabou a eu à souligner que des plus de 800 fonctionnaires de la CEET, seul 41 sont originaires de Bassar, soit un taux de 0,019%. "Où est donc la bassarisation dont-on nous parle" ? S'est interrogé le DRH.

Il est allé plus loin pour expliquer que des 41 agents, seuls deux sont directeurs, ce qui vient balayer du revers de la main les assertions de ceux qui laissent croire à une "ethnisation" de la société.

Aujourd'hui, les togolais sont entrain de transcender les clivages ethniques et il n'est pas de notoriété que certains essaient de réveiller les démons de la division entre les fils d'un même pays qui sont appelés à cohabiter en parfaite harmonie quel que soit l'endroit où ils se trouvent.

La rédaction



Certains travaux d'aménagement des infrastructures à l'origine des coupures de courant

c'est que des avaries apparaissent parfois sur les transformateurs la CEB, obligeant celle-ci à régler ses relais de protection à un niveau jugé trop sensible par la CEET. Un simple défaut sur une ligne de la CEET entraîne le déclenchement du trans-

des Mines et de l'Energie a convoqué une réunion des cadres techniques de la CEET et de la CEB qui lui ont présenté la situation sur les coupures d'électricité ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Il a personnellement instruit les entités

Sur l'initiative du Ministre de Tutelle, des courriers d'information sur les piochages des câbles ont été transmis aux différents Ministères dont les services sont impliqués dans le piochage des câbles. Il s'agit, notamment du Ministère des

Interview de KUEKU-BANKA JOHNSON, DIRECTEUR DU CETEF-LOME :

"La Foire Internationale de Lomé permet aux entreprises participantes d'être en contact direct avec d'autres entreprises pour discuter affaires et nouer des partenariats"

Monsieur le Directeur, cette fin d'année rime avec un événement toujours très attendu : la 12ème Foire Internationale de Lomé qui se tient sur le site du CETEF-LOME. L'édition de cette année qui se tiendra du 20 novembre au 07 décembre sera couplée de la 4ème Foire Régionale de l'Intégration de l'UEMOA et d'un salon. A moins d'un mois du démarrage de cette grande exposition comment vont les préparatifs ?

Au Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé (CETEF-LOME), nous mettons tous les moyens possibles pour la réussite de la 12ème Foire Internationale de Lomé (FIL). C'est dans cette vision que nous nous mettons en quatre pour qu'elle soit la meilleure que nous ayons organisée.

Tous les départements travaillent d'arrache-pied pour la réussite de cette édition qui sans nul doute comblera les attentes de tous. La 4ème Foire Régionale de l'Intégration de l'UEMOA sera abritée par le CETEF-LOME, qui cette année fête ses 30 ans.

Quelles sont les importantes innovations que connaîtra la Foire Internationale de Lomé cette année ?

Cette année, il y a des innovations que nous avons apportées ; notamment l'attribution désormais annuelle de thèmes à chaque édition de la FIL et le thème retenu pour l'édition de cette année est : "Energies renouvelables : source de progrès et de développement durable".

L'objectif général, c'est d'accompagner la politique nationale en matière de développement et en particulier le soutien aux actions de préservation de l'environnement, de promotion et de vulgarisation des énergies renouvelables.

Aussi cette année, la FIL accueille-t-elle un nouveau "bébé" élément clé des innovations de cette année qui est une application mobile dont nous avons fait le lancement le 17 septembre 2015.

Dénommée "Foiretq2000", disponible sur "Play store et



Kueku-Banka Johnson, Directeur du CETEF-Lomé

Appstore", elle permettra à tous d'avoir la FIL en poche, c'est-à-dire avoir toutes les informations concernant l'organisation de la 12ème FIL.

Que promettez-vous aux acteurs de la FIL (Partenaires, Exposants et visiteurs) ?

L'édition de cette année va connaître la poursuite des séances B to B. Par ces rencontres, la Foire Internationale de Lomé permet aux entreprises participantes d'être en contact direct avec d'autres entreprises pour discuter affaires et nouer des partenariats.

Durant une demi-journée, les opérateurs économiques qui y seront inscrits iront dans une grande salle discuter de leurs produits et services, leurs disponibilités, les conditions de transactions et les formes de partenariat à mettre en place entre eux afin de maximiser leur présence à la foire.

La participation aux séances B to B permettra le rapprochement des partenaires financiers et commerciaux, la rencontre de nouveaux partenaires d'affaires étrangers, selon leurs

besoins, la signature des contrats d'affaires, la mise en place des contrats de représentation ou de distribution.

Il faut noter que tout cela se passera au cours des activités

inscrites à la Foire Internationale de Lomé. Il ne faut pas oublier les activités festives des 30 ans du CETEF que nous mettons dans notre liste des surprises pour 2015.

Le réaménagement des voies desservant le CETEF sera-t-il terminé avant le début de la Foire ?

Dieu merci nous avons des voies praticables car nous pouvons tous le constater que le réaménagement va bon train. Les voies venant de l'aéroport GNASSINGBE Eyadema et celle de la Fédération Togolaise de Football sont je dirais presque terminées.

Donc nous pouvons nous en réjouir sur l'avancée énorme de ces voies.

Quel sera l'impact de ces voies, une fois réaménagées, sur les activités du CETEF, notamment la Foire qui se tiendra dans moins d'un mois ?

Une fois ces voies réaménagées, le trafic sera plus fluide et l'arrivée sur le site de la Foire sera plus agréable à tous et cela permettra la libre circulation des biens et des personnes.

Quoi qu'il en soit, méfiance et bonne conduite s'imposent à tous pour qu'aucun incident fâcheux ne survienne. La vie de chacun compte beaucoup pour nous.

Avis de décès

M. Guy Mario Abalo, journaliste, consultant médias, ancien correspondant de RFI, BBC, AFP, VOIX de l'Amérique au Togo ; ancien secrétaire Général de l'UJIT et Directeur de la maison de la Presse, ses frères et sœurs, les familles alliées, amies et parentes

Ont la douleur d'annoncer le décès de leur chère et regrettée

Koudjonou-Atchodé Victorine Akua
Commerçante, rappelée à Dieu le 19 octobre 2015 à Lomé dans sa 82ème année

Programme des obsèques
Vendredi 13 novembre 2015

-18h 30 : veillée de prières et de chants en l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo, paroisse d'Agoué-Nyivé, à côté du super marché "Leader Price"

-21h00 : recueillement, corps présent dans la maison mortuaire, sise en face du CEG Kossigan à Agoué-Nyivé, à côté de l'Eglise Catholique St Ignace de Loyola d'Agoué-Logopé

Samedi 14 novembre 2015 (Atakpamé)

- 04h 30 : départ du corps pour Atakpamé

- 08h : culte d'enterrement en l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo, paroisse d'Apégamé (quartier Gnagna), suivi de sortie de deuil à l'institut Sacré d'Atakpamé, face à l'hôtel Sahélien (route de Kara)

Maison mortuaire (Lomé)

Agoé-Nyivé, face CEG Kossigan à côté de l'Eglise Catholique St Ignace Loyola d'Agoué-Logopé



BURKINA: LA CÉNI VEUT UN SCRUTIN TRANSPARENT ET UNE CAMPAGNE APAISÉE

Pour assurer une transparence dans la collecte et la transmission des résultats du scrutin, la Commission électorale nationale a mis en place un système de transmission par satellite. Plus 360 centres de compilation communale des résultats (CCCR) seront équipés de kits de traitement des données. Ce système a été présenté samedi 7 novembre aux différents candidats avant le début de la campagne électorale ce dimanche. Une campagne que le président de la Céni veut empreinte de "courtoisie" et de "fraternité".



Michel Kafando, président de la transition

Nourouline Tall, directeur de l'informatique et du fichier électoral, indique qu'avec ce système de transmission des données, personne ne pourra manipuler les résultats sortis des urnes et consignés sur les procès verbaux. Aucune des trois personnes - le coordonnateur, l'administrateur et l'opérateur de saisie - ayant accès au système ne pourra effectuer de correction, assure-t-il.

" C'est seulement les enveloppes scellées de la commune qui vont arriver dans le centre en question. Et ces enveloppes seront ouvertes devant le public. La saisie est faite et elle est vérifiée avec le procès verbal initial avant qu'on considère que ce résultat là est bon. Et ensuite il est crypté

pour être envoyé au siège de la Céni. Donc il n'y a pas de manipulation possible entre le CCCR [centre communal de compilation des résultats] et le siège de la Céni ", garantit Nourouline Tall.

Après les démonstrations techniques, Tahirou Barry, président du Parti pour la renaissance nationale et candidat à la présidentielle se dit rassuré par le système. " Je pense que c'est un projet qui participe à la transparence et la crédibilité du scrutin. Pour l'heure, je n'ai aucun doute. J'ai confiance en l'équipe de la Céni. "

Les machines peuvent être fiables,

encore faut-il des opérateurs honnêtes pour les manipuler, lance Benwendé Sankara, un autre candidat à la présidentielle. " Vous savez bien qu'il y a les machines et qu'il y a les hommes. Nous ne cesserons d'insister sur la responsabilité de tous les acteurs qui prennent part à ce processus. "

Avec son système de collecte et transmission des données électorales, la Céni espère publier les résultats provisoires dès le lendemain du scrutin, a déclaré samedi son président Maître Barthélémy Kéré.

" Ne laisser aucune place au

risque d'échec "

Mais en attendant le vote du 29 novembre, qui doit marquer l'achèvement de la période de transition, les 14 candidats en lice vont devoir partir à la conquête de près de 5,5 millions électeurs inscrits sur le fichier électoral. Et aucun d'entre eux n'a déjà occupé le poste de président du Burkina Faso ce qui fait dire aux analystes que ce sont là les élections les plus ouvertes jamais organisées dans le pays.

Alors que la campagne électorale débute ce dimanche, le président de la Céni, Maître Barthélémy Kéré, en a profité, dans un message, pour appeler tous les acteurs à cultiver l'esprit de fraternité, de tolérance et de respect.

" Les élections du 29 novembre 2015 qui doivent marquer la fin de la transition et consacrer le retour de notre pays à une vie constitutionnelle normale constituent un défi majeur pour notre pays. Les enjeux nous paraissent si énormes, sur le plan national et international, que nous devons tout mettre en œuvre pour ne laisser aucune place au risque d'échec. Cette période doit être abordée avec courtoisie, fraternité et fairplay. C'est pourquoi j'en appelle à la raison et la responsabilité de tous les acteurs pour que la campa-

gne qui s'ouvre ne constitue pas un moment de spectacles désobligeants, une tribune de pugilats verbaux, encore moins une espace de prolifération de la violence sous toutes ses formes. "

Assurer la sécurité du scrutin

Le président de la Céni a également souligné l'importance de l'aspect sécuritaire dans ces élections. " Aux forces de défense et de sécurité, je les invite à rester vigilantes. Afin d'offrir aux acteurs un espace de campagne et de vote sécurisé, car le défi sécuritaire est l'une des priorités du processus électoral. "

Ces élections se tiennent dans un contexte marqué par les suites du putsch manqué de l'ex-Régiment de sécurité présidentielle et de l'attaque d'un poste de gendarmerie il y a juste un mois. Pour sécuriser le processus, tout le dispositif de surveillance et de protection des populations et des frontières du Burkina Faso a été renforcé.

Le ministère de la Sécurité a mis à la disposition de tous les candidats une garde rapprochée permanente, et pour la sécurisation de l'ensemble du processus électoral, un peu plus de 25 000 éléments des forces de défense et de sécurité ont été mobilisés.

Source : rfi.fr

Crise au Burundi:

Les remontrances de Paul Kagamé à Pierre Nkurunziza

Le président rwandais Paul Kagame s'est inquiété la situation chez son voisin burundais. C'était vendredi soir, à 24h de la fin de l'ultimatum de son homologue burundais aux " insurgés " qui contestent sa réélection. Lors de ce discours, Paul Kagame a tancé les dirigeants burundais qui " massacrent leur population du matin au soir ".

Paul Kagamé s'est exprimé lors d'un dîner au cours duquel des récompenses ont été remises à des personnes œuvrant pour l'unité et la réconciliation au Rwanda.

Les relations entre les deux voisins sont au plus bas : Bujumbura accuse en effet Kigali de soutenir ses opposants, tandis que le Rwanda, qui a

vécu un génocide en 1994, s'inquiète depuis plusieurs mois d'éventuels massacres ethniques à grande échelle chez son voisin.

" Le Burundi, s'est vu couper les aides internationales à cause de sa mauvaise situation, une situation qui rappelle un peu celle qui a prévalu ici... Comment des dirigeants peuvent-ils s'autoriser à massacrer leur population du matin au soir ?

Le président [burundais] s'enferme, personne ne sait où il se cache, personne ne peut le trouver pour lui parler. Comment peut-il prétendre diriger son pays? Des gens meurent tous les jours, les cadavres jonchent les rues... et après ils appellent ça des 'problèmes politiques'... mais c'est quoi cette politique ?

Les dirigeants du Burundi se targuent d'être des hommes de Dieu, certains sont mêmes pasteurs. Mais en quel Dieu croient-ils? (...) Y-a-t il un endroit dans la Bible où les dirigeants sont appelés à massacrer leur peuple ?

La situation du Burundi a des retombées sur nous les Rwandais ..

Les problèmes du Burundi, d'où viennent-ils ?

Même si on accuse le Rwanda (...) Ce sont les Burundais eux même qui sont responsables de leur situation. Les Burundais auraient dû tirer des leçons de ce qui s'est passé ici. Nous, les Rwandais, devons nous préserver du mal nous devons lutter pour que le mal ne revienne pas en nous."



Les présidents Paul Kagame (premier plan) et Pierre Nkurunziza (derrière)

" Nous voulons garder de la hauteur "

Joint par RFI, Willy Nyamitwe, conseiller en communication du président Pierre Nkurunziza, a réagi aux propos du président rwandais.

" Face à des propos outrageants et indignes d'un chef d'Etat comme ceux-là, pour l'instant nous préférons garder le silence. Nous apporterons une réponse appropriée dans les jours qui viennent. De toutes les façons, le peuple burundais est serein. Le peuple burundais garde de la hauteur face à toutes ces attaques ", a déclaré, à RFI, le conseiller en communication du président Pierre Nkurunziza.

A la question de savoir si, selon lui, le Rwanda joue, aujourd'hui,

contre le Burundi, Willy Nyamitwe a tenu à préciser qu'il ne s'agit pas du Rwanda en tant que tel " mais les propos sont du président rwandais et ce n'est pas la première fois. Vous avez toujours vu que le pouvoir de Bujumbura a toujours gardé de la hauteur et de la pudeur. Nous ne pouvons pas répondre d'une façon grotesque à des propos aussi outrageants que ceux-là mais par le travail que nous faisons auprès de notre population pour sécuriser le pays, asseoir une paix véritable dans notre pays et renforcer notre démocratie, eh bien c'est à travers ces actes que nous répondons à nos détracteurs ", a souligné Willy Nyamitwe.

Source : rfi.fr

Sport/Le congrès de la FTF s'achève sur un échec :

Une situation qui tourne à la farce

Comme on pouvait s'y attendre, le monde du football togolais s'est avéré incapable de mettre fin à la crise qui secoue la Fédération nationale depuis des années.

Le congrès extraordinaire organisé samedi s'est achevé sans l'adoption des nouveaux statuts et sans l'élection d'un président.

Les 43 délégués ont décidé d'organiser un scrutin en décembre. Mais cette démarche va à l'encontre des recommandations de la FIFA qui avait placé la FTF sous tutelle d'un comité de normalisation ces derniers mois.

Les représentants de la FIFA et de la CAF, présents au congrès,



Antoine Folly, Président du Comité de normalisation de la FTF

sont repartis aussitôt après l'arrêt des travaux. Un rapport sera

adressé aux instances du football international.

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74

TOGO CELLULAIRE



**Configurez vos téléphones
depuis chez vous**



**Envoyez CONFIG
par SMS au N° court**

1500



LE LEADER

www.togociel.com www.facebook.com/TOGOCIEL www.twitter.com/togociel www.youtube.com/togociel www.instagram.com/togociel www.linkedin.com/company/togociel

PORT DE BADGE OBLIGATOIRE AUX BUREAUX DES DOUANES A PARTIR DU

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU **0201**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL

de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand ATTISSO
Moudjib FALANA
Gaël N.
Kékéli (Stagiaire)
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires